

La moitié des Belges soutient l'aide

Rien, nada, nothing: pas l'ombre d'une idée. Quand on demande aux Belges ce qu'évoque pour eux la coopération au développement, 43 % restent sans voix (du côté francophone plus que néerlandophone). Les 18-34 ans, qu'on aurait imaginés plus ouverts sur le monde, sont plus nombreux encore: 56 %, selon le sondage commandé par le CNCND-11.11.11. (voir ci-contre). Des résultats "assez impressionnants", réagit Jean Van Wetter, directeur général de Handicap International. "Cela montre un besoin de communication de notre part, malgré l'existence de programmes d'éducation au développement en Belgique."

Jan Weuts, coordinateur des urgences pour Caritas, l'expliquerait ainsi: "Il ne s'agit pas de faire de la charité. Notre travail exprime la solidarité entre une population qui est dans le besoin et une population qui l'est moins. Nous traduisons cette solidarité, pour aider les gens à avoir une vie digne." Jean Van Wetter, lui, "essaie d'expliquer que ce qu'on met en œuvre dans les pays en voie de développement pourrait être similaire à ce que les ministères font en Belgique. Simplement, les ministères dans les pays en voie de développement ont moins de moyens, ils ont besoin de soutien de notre part et d'échange de compétences."

On donne plus pour une catastrophe

La réalité de la coopération au développement n'en reste pas moins floue pour autant. La confusion règne entre les actions du gouvernement et celles des ONG, entre les projets de développement et l'aide d'urgence. Il faut bien le constater, les donateurs se montrent

plus généreux en situation de crise aiguë. "Quand on explique concrètement ce qu'on fait sur le terrain sur le long terme, les gens sont moins sensibilisés que quand on fait un appel à des dons d'urgence. Lorsqu'ils voient les images d'une catastrophe, comme le tsunami, ils aident tout de suite", note Jean Van Wetter (Handicap).

Médecins sans frontières (MSF), qui intervient en cas de conflits, déplacements de populations, crises alimentaires, épidémies ou catastrophes naturelles, l'expérimente en première ligne. "La solidarité du public belge est importante, on voit

une augmentation de nos donateurs actifs et des fonds que nous recevons. Sur la crise en Haïti, par exemple, ils sont présents", confirme ainsi le D' Bertrand Draguez, président du centre opérationnel de MSF à Bruxelles. Ce qui est moins le cas "quand on explique qu'on va améliorer la qualité de l'enseignement en Afrique subsaharienne dans le cadre d'un projet de trois ou quatre ans", regrette Jean Van Wetter (Handicap). Or, explique Jan Weuts, "si l'on veut éviter qu'il y ait des victimes affectées par un désastre tel que l'ouragan Matthew, il faut aider les populations en voie de développement sur le long terme. C'est ainsi qu'on évitera beaucoup d'autres drames humains et limitera un flux migratoire qui est en train d'explorer pour l'instant."

Où vont les fonds ?

La moitié (50 %) des personnes interrogées pense bien que la Belgique, en tant que pays développé, se doit de consacrer une partie de ses richesses à aider les pays les plus pauvres. Mais cet engagement s'accompagne aussi de questions. Très peu (26 %) ont par exemple con-

science dans l'arrivée des fonds à bon port. L'aide publique belge s'écoule par plusieurs canaux, parmi lesquels la coopération gouvernementale, la coopération non gouvernementale, la coopération multilatérale.

"Il existe un malentendu: les ONG qui travaillent à la base ne sont pas censées redresser un Etat, c'est en dehors de nos compétences", explique Jan Weuts (Caritas). "Malheureusement, c'est là que le bât blesse. On voit trop de fonds destinés au développement des pays qui se retrouvent dans des banques en Suisse ou à Londres..."

Aussi, affirme Bertrand Draguez (MSF), "il faut dialoguer avec le donateur, lui dire comment l'argent a été utilisé et lui expliquer les résultats". "La plupart des grandes ONG sont financées par des bailleurs institutionnels qui demandent des audits réguliers et rigoureux", veut rassurer Jean Van Wetter. "Nous avons aussi un conseil d'administration qui contrôle la manière dont nous dépensons nos fonds et nous avons une obligation de transparence financière", qui se fait via le rapport annuel ou le site Internet. "Maintenant, évidemment, une ONG qui ne

- **Premier constat:** les Belges ne savent pas grand-chose de la coopération au développement.

- **Deuxième constat:** ils la voient plus élevée qu'elle n'est en réalité.

- **Troisième constat:** entre 15 et 24 % l'estiment excessive.

travaille que sur fonds propres sera moins contrôlée."

Mais là n'est pas le seul souci des donateurs. On en rencontre beaucoup qui insistent pour que les fonds qu'ils octroient soient à 100 % dépensés sur le terrain. Jean Van Wetter (Handicap) y voit "un paradoxe": "on nous demande d'être professionnels dans la gestion de nos fonds mais on n'accepte pas que les fonds soient utilisés pour la gestion! Mais une bonne gestion coûte aussi de l'argent en recrutement de gens compétents. Une ONG en moyenne affecte 80 à 90 % de sa récolte au terrain", évalue-t-il. Et, en tout cas, elle n'est pas là pour faire du profit.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, pour Jan Weuts (Caritas), c'est que "nous vivons tous les jours dans la misère totale d'une partie de la planète qui n'a pas choisi de vivre dans ces conditions. Nous essayons d'être la voix de la solidarité de la société belge vis-à-vis des gens là-bas pour dire 'on ne vous oublie pas, on est près de vous pour vous aider, vous n'êtes pas seuls'. C'est un réflexe humain, si on n'a plus ce réflexe-là on n'est plus des êtres humains."

Sabine Verhest

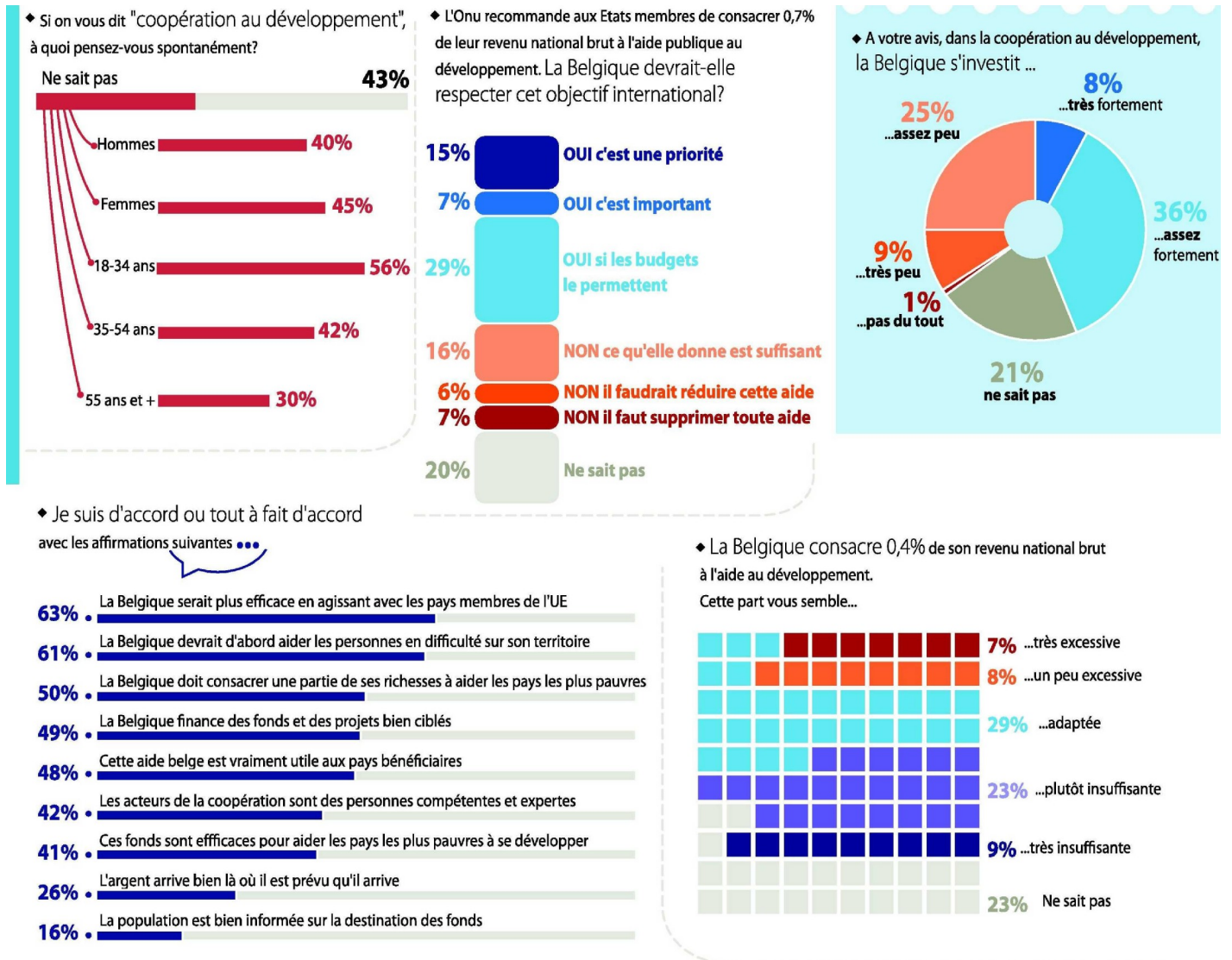
Fiche technique

► **La période.** Ce sondage a été réalisé par Dedicated Research pour "La Libre" et la RTBF du 14 au 18 septembre 2016 dans le cadre du 50^e anniversaire du CNCND.

► **L'échantillon.** Le sondage a été effectué sur un échantillon strictement représentatif de 1014 Belges, âgés de 18 ans et plus : 535 à Bruxelles, 117 à Bruxelles et 362 en Wallonie.

La sélection des répondants a été réalisée par Internet dans le respect de quotas sur les principaux critères sociodémographiques (sexe, âge, actifs/non actifs) et répartie de façon représentative entre les provinces et entre les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale.

► **La marge d'erreur maximale** est de +/- 3,1 %



Source : Dedicated octobre 2016

IPM Graphics

Programme

Les Belges et la coopération

A l'occasion de son 50^e anniversaire, le Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) a fait réaliser un sondage pour savoir ce que les Belges connaissent de la coopération au développement et ce qu'ils en pensent.

Du 25 au 29 octobre, "La Libre" publie des éléments de ce sondage, et les remet en contexte.

Mardi 25. Comment a évolué la coopération au développement en un demi-siècle ?

Aujourd'hui. Que savent les Belges de la coopération au développement et des moyens qui lui sont alloués ?

Judi 27. À quoi sert la coopération au développement ? Reportage au Niger, où Vétérinaires sans frontières appuie un projet de laiterie.

Vendredi 28. La pauvreté a diminué mais les inégalités augmentent.

Samedi 29. Les Belges, entre la tentation du repli sur soi et le souci de s'engager.

Une aide au développement... de la Belgique

Combien la Belgique dédie-t-elle à la coopération reste un mystère pour une majorité (52 %) de la population. A vue de nez, ils diraient qu'elle s'investit beaucoup (44 %) plutôt que peu (35 %). Alors ne faisons pas du rer le suspense: elle consacre 0,42 % de sa richesse (son revenu national brut) à l'aide publique au développement, soit 1,723 milliard d'euros en 2015 – budget en baisse depuis cinq ans. Ceux qui s'étaient risqués à donner à un chiffre voyaient majoritairement (aux environs de 30 %) cette contribution plus élevée.

Le montant est-il adapté? Trop élevé? Ou insuffisant? Tout dépend si l'on parle d'euros sonnants et trébuchants ou d'un pourcentage du RNB plus abstrait pour mesurer l'effort belge. Voyez plutôt. Consacrer 1,7 milliard à l'aide, c'est "excessif" pour 24 % des personnes interrogées. Y consacrer 0,4 % du RNB – ce qui revient à la même chose – n'est plus exagéré que pour 15 %! C'est même "insuffisant" pour 32 % des Belges questionnés. Soit dit en passant, les plus âgés se montrent plus généreux que leurs (petits-) enfants à cet égard.

Maintenant, la Belgique devrait-elle suivre l'exemple du Royaume-Uni, des Pays-Bas ou de la Norvège et consacrer 0,7 % de sa richesse à l'aide au développement, comme le recommandent les Nations unies? Oui, à 51 % (mais seulement si les budgets le permettent pour 29 %).

Une "aide fantôme"

Il s'en trouve quand même 7 % à vou-

loir carrément supprimer cette ligne de dépenses. Sans doute ignorent-ils que le premier pays bénéficiaire de l'aide au développement de la Belgique est en fait... la Belgique, comme le rappelle le

CNCD-11.11.11 dans son rapport 2016 sur la Coopération. Car le gouvernement puise dans cette enveloppe les sommes (206 millions d'euros en 2015) qu'il consacre à l'accueil des migrants. C'est ainsi que "l'allocation à l'Agence Fedasil a dépassé en 2015 la totalité du budget de la CTB", la Coopération technique belge.

Si l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) accepte cet artifice comptable,

la société civile qualifie ces sommes "d'aide fantôme". D'autant que leur part a évidemment fortement augmenté en 2015, avec pour conséquence que de grosses sommes libellées "aide publique au développement" ne sont pas dépensées dans les pays du Sud. Reste que davantage de Belges (39 %) estiment que la coopération doit bien jouer un rôle dans l'accueil des réfugiés plutôt que l'inverse (33 %).

S.Vt.

-6,7%

BAISSE DE L'AIDE

L'aide publique belge a baissé de 6,7 % entre 2014 et 2015. Sans la crise de l'asile (et les fonds qui ont été alloués pour y faire face en Belgique), la diminution aurait atteint les 12,2 %.